

Geneviève Mansard-Collin
10, rue Ernest Cresson
75014 Paris
Membre de la CRCC de Paris

Metys ACE
1, chemin des Halliers
77450 Condé-Sainte-Libiaire
Membre de la CRCC de Paris

Fédération PEEP

**Rapport des commissaires aux comptes
sur les comptes annuels**

Exercice clos le 31 décembre 2024

Fédération PEEP

Siège social : 92, avenue d'Ivry - 75013 Paris

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024

Aux adhérents,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons établi en date du 10 mai 2025, un rapport dit « de carence » dans lequel nous indiquons l'impossibilité de procéder au contrôle des comptes annuels et du rapport financier de la fédération, dans la mesure où ces documents, prévus par l'article 17 des statuts et l'article 13-1 du règlement intérieur, n'avaient pas pu être mis à notre disposition à défaut de réunion du conseil d'administration pour arrêter les comptes avec le quorum requis conformément à l'article 7 des statuts.

Ces derniers nous ayant été communiqués en date du 24 mai 2025, nous sommes désormais en mesure de vous présenter notre rapport sur les comptes annuels.

Nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la Fédération PEEP relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la Fédération à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Reconnaissance des revenus

La Fédération établit ses comptes en année civile et les clôture au 31 décembre de chaque année alors que son activité est rythmée par l'année scolaire avec les élections des représentants de parents d'élèves qui se déroulent généralement au cours du mois de septembre et une campagne de collecte des adhésions qui se réalise essentiellement au cours du dernier trimestre de l'année civile.

Nos travaux ont consisté à apprécier la correcte prise en compte du principe de séparation des exercices au regard de ce décalage entre année civile et année scolaire sur la reconnaissance des revenus.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport financier et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux adhérents

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux adhérents.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la Fédération à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la Fédération ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles

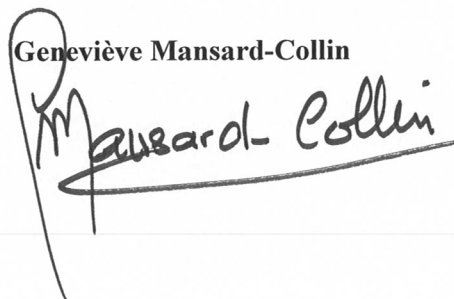
puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre Fédération.

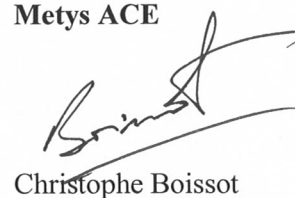
Une description plus détaillée de nos responsabilités de commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels figure dans l'annexe du présent rapport et en fait partie intégrante.

Paris, le 24 mai 2025
Les Commissaires aux comptes

Geneviève Mansard-Collin

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Mansard-Collin', with a large, stylized initial 'M' on the left.

Metys ACE

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Boissot', with a large, stylized initial 'B' on the left.

Christophe Boissot

ANNEXE

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la Fédération à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

I - BILAN DE LA FÉDÉRATION

BILAN AU 31 DÉCEMBRE 2024

	Brut	Amortissements Dépréciations	Net au 31/12/24	Net au 31/12/23
ACTIF IMMOBILISÉ				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets et droits assimilés	99 494	98 323	1 172	1 882
Droit au bail				
Autres immob. incorporelles / Avances et acom				
Immobilisations corporelles				
Terrains	1 123 662		1 123 662	1 123 662
Constructions	1 685 495	204 600	1 480 894	1 497 654
Installations techniques, matériel et outillage				
Autres immobilisations corporelles	434 601	80 920	353 681	410 220
Immob. en cours / Avances et acomptes				
Biens reçus par legs / donations destinés à être				
Immobilisations financières				
Participations et créances rattachées				
TIAP & autres titres immobilisés				
Prêts				8 000
Autres immobilisations financières				
Total I	3 343 252	383 843	2 959 409	3 041 417
ACTIF CIRCULANT				
Stocks				
Matières premières et autres approv.				
En cours de production de biens				
En cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises	6 557		6 557	
Avances et acomptes versés sur commandes				
Créances				
Usagers et comptes rattachés	99 692	72 088	27 603	37 225
Créances reçues par leg ou donations				
Autres créances	16 428		16 428	13 010
Divers				
Valeurs mobilières de placement	2 088 152	1 072	2 087 080	2 092 607
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	1 357 476		1 357 476	1 519 938
Charges constatées d'avance	40 726		40 726	23 546
Total II	3 609 030	73 161	3 535 870	3 686 326
Charges à répartir sur plusieurs exercices (III)				
Prime de remboursement des obligations (IV)				
Ecart de conversion - Actif (V)				
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	6 952 282	457 004	6 495 279	6 727 743

BILAN AU 31 DÉCEMBRE 2024

	Net au 31/12/24	Net au 31/12/23
FONDS PROPRES		
Fonds propres sans droit de reprise	256 291	256 291
Première situation nette établie		
Fonds statutaires		
Dotations non consommables		
Autres fonds propres sans droit de reprise	256 291	256 291
Fonds propres avec droit de reprise	92 907	92 907
Fonds statutaires avec droit de reprise		
Autres fonds propres avec droit de reprise	92 907	92 907
Ecart de réévaluation		
Réserves	1 385 375	1 385 375
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves pour projet de l'entité	1 385 375	1 385 375
Autres réserves		
Report à nouveau	4 049 080	4 445 007
Excédent ou déficit de l'exercice	-86 027	-395 927
Situation nette (sous-total)	5 697 627	5 783 654
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
Droit des propriétaires (commodat)		
Total I	5 697 627	5 783 654
FONDS REPORTES ET DÉDIÉS		
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés		
Total II		
PROVISIONS		
Provisions pour risques	52 452	
Provisions pour charges	47 404	64 899
Total III	99 856	64 899
DETTES		
Emprunts obligataires et assimilés		
Emprunts	258 578	431 006
Découverts et concours bancaires	25 488	
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédits	284 066	431 006
Emprunts et dettes financières diverses		
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	150 347	144 583
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	64 260	76 870
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	2 124	65
Produits constatés d'avance	196 998	226 667
Total IV	697 795	879 190
Ecart de conversion - Passif (V)		
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	6 495 279	6 727 743

COMPTE DE RÉSULTAT DE LA FÉDÉRATION

	Exercice N 31/12/2024	Exercice N-1 31/12/2023
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Cotisations	376 254	422 149
Ventes de biens et de services		
<i>Ventes de biens</i>	20 834	26 168
Produits de tiers financeurs		
<i>Concours publics et subventions d'exploitation</i>	249 000	261 127
Reprises sur amort., dépréciations, provisions et transferts de charges	100 826	36 394
Autres produits	379	17 290
Total I	747 293	763 128
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises	1 895	25 800
Variation des stocks	-6 557	12 654
Autres achats et charges externes	469 855	620 234
Impôts, taxes et versements assimilés	14 572	12 922
Salaires et traitements	231 768	249 803
Charges sociales	116 771	148 706
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	153 579	86 851
Dotations aux provisions	52 452	2 333
Autres charges	20 026	41 694
Total II	1 054 360	1 200 996
1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)	-307 068	-437 868
PRODUITS FINANCIERS		
Autres intérêts et produits assimilés	32 708	9 068
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges	11 062	1 918
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement	190 162	44 480
Total III	233 931	55 466
CHARGES FINANCIERES		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	1 072	9 591
Intérêts et charges assimilées	2 809	4 230
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement	31 247	37 659
Total IV	35 128	51 480
2. RESULTAT FINANCIER (III-IV)	198 803	3 985

COMPTE DE RÉSULTAT DE LA FÉDÉRATION

	Exercice N 31/12/2024	Exercice N-1 31/12/2023
3. RESULTAT COURANT avant impôts (I-II+III-IV)	-108 264	-433 883
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Sur opérations de gestion	46 787	51 412
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges	4 180	
Total V	50 967	51 412
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Sur opérations de gestion	28 729	13 456
Total VI	28 729	13 456
4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (V-VI)	22 238	37 956
Total des produits (I+III+V)	1 032 191	870 005
Total des charges (II+IV+VI+VII+VIII)	1 118 217	1 265 932
EXCEDENT OU DEFICIT	-86 027	-395 927

ANNEXE

La Fédération a été constituée le 2 août 1926 par des parents pour des parents pour une durée illimitée. La Fédération regroupe, à cette époque, essentiellement des associations de parents des lycées et collèges, autour de quelques principes fondamentaux :

- Primauté éducative de la famille
- Indépendance et diversité
- Défense de l'école publique
- Intérêt de l'élève et de l'étudiant
- Sens de l'écoute et du dialogue.

Reconnue d'utilité publique le 7 mars 1962, la PEEP est, depuis 1967, présente dans tout le système scolaire, de la maternelle à l'université et dans tous les domaines de l'enseignement.

De l'échelon local à l'échelon national, la Fédération est un acteur et un interlocuteur privilégié des pouvoirs publics, qui contribue aux débats du monde éducatif représentant les parents d'élèves dans toutes les instances de concertation où ils ont une place.

La Fédération PEEP est administrée par un conseil d'administration de 15 membres élus pour deux ans par l'Assemblée Générale.

La Fédération PEEP représente les parents d'élèves dans toutes les instances de concertation où ils ont une place.

Les informations qui suivent constituent l'annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31 décembre 2024 dont le total est de 6.495.279 €.

Le compte de résultat de l'exercice dégage un déficit de – 86.027 €.

L'exercice a une durée de 12 mois, couvrant la période du 1^{er} janvier 2024 au 31 décembre 2024.

Les notes paginées ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES

1 - PRINCIPES GÉNÉRAUX

Les comptes annuels de la PEEP ont été établis en conformité avec les principes comptables spécifiques aux Associations et Fondations, définis par le règlement ANC n°2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé non commerçante, à but non lucratif, avec ou sans activité économique et homologué par l'arrêté du 26 décembre 2018.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base qui ont pour objet de fournir une image fidèle de l'entreprise : continuité d'exploitation, permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, indépendance des exercices.

2 - IMMOBILISATIONS

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition correspondant à la valeur d'entrée des biens dans le patrimoine, compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens.

Les immobilisations financières sont évaluées à leur coût d'acquisition hors frais accessoires.

AMORTISSEMENTS

En application du règlement 2002-10 relatif à l'amortissement et à la dépréciation des actifs, le calcul des amortissements est effectué sur la base de la durée d'utilisation et selon le système linéaire.

Les durées d'utilisation pratiquées sont :

Immeubles : 30 ans	Agencements : 15 ans à 20 ans	Autres installations : 10 ans
Matériel de bureau et informatique : 3 à 5 ans	Mobilier : 3 à 5 ans	Logiciel : 1 à 3 ans

Les actifs concernés ont été retraités afin d'appliquer la méthode par composant.

3 - STOCKS

Il existe des stocks pour 6 557 €.

4 - CRÉANCES ET DETTES

Les créances et les dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Les créances ont été, le cas échéant, dépréciées pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.

5 - VALEURS MOBILIÈRES DE PLACEMENT

Leur valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires.

Le portefeuille-titres géré par la banque Neuflyze OBC est comptabilisé pour une valeur de 2.060.445 € au 31/12/2024.

Les intérêts courus sur obligations s'élèvent à 27 696 € au 31/12/2024.

La provision pour dépréciation d'un montant de 1 072 € est déterminée en fonction du cours moyen fiscal évalué par le gestionnaire du portefeuille-titres au 31/12/2024.

Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées.

6 - DISPONIBILITÉS

Les liquidités disponibles en banque ou en caisse ont été évaluées à leur valeur nominale pour un montant 1.357.476 €.

Elles sont constituées de divers comptes bancaires	400.553 €
D'un compte de dépôt à terme pour	400.000 €
Et d'un contrat de capitalisation pour	556.922 €.

7 - INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES

Provision pour indemnité de fin de carrière

Elle a fait l'objet de calculs individualisés tenant compte pour chaque salarié des sommes potentiellement dues, compte tenu de son ancienneté lors de son départ conformément à l'accord d'entreprise du 26 mai 2020. Il a été tenu compte des charges sociales y afférentes.

Ce calcul arithmétique intègre uniquement la table de mortalité publiée par l'INED.

8 – ÉVÉNEMENTS MARQUANTS

Néant

9 – ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS À LA CLOTURE

Néant

10 – ENGAGEMENTS HORS BILAN

Dans le cadre d'une autorisation de découvert par la banque NEUFLIZE OBC, il a été donné en nantissement la somme de 200.000 € couverte par le contrat Hoche Patrimoine Evolution Capitalisation (anciennement appelé familièrement Assurance vie entreprise) souscrit le 7 janvier 2013.

Le 30 juin 2021 un crédit d'équipement a été souscrit pour la somme de 850.000 € au taux fixe de 0.8 % auprès de la

banque NEUFLIZE dans le cadre du protocole de financement de l'acquisition du nouveau siège social.

Date de début de tirage 30 juin 2021.

Date de fin de tirage 30 juin 2026.

En contrepartie de ce financement, le contrat de capitalisation Hoche Patrimoine Evolution souscrit auprès de la banque Neuflyze le 7 janvier 2013 a été donné en garantie pour la somme de 1.155.000 €.

Le montant au 31 décembre 2024 est de 556 922 €.

11 – FISCALITE

Au cours des années précédentes, il a été constaté des déficits fiscaux, dont le montant cumulé s'élève à 906.067 € au 31 décembre 2023.

Ces déficits fiscaux antérieurs seront imputés sur le résultat fiscal 2024.

12 – EFFECTIF

L'effectif moyen est de 5 salariés.

Suivant l'article 20 de la loi n° 2005-586 du 23/5/2006, il n'y a qu'un seul cadre dirigeant salarié au sein de la Fédération bénéficiant d'une rémunération. Celle-ci s'est élevée à 56.397 € pour son montant brut.

COMPTE DE RESULTAT

A / PRODUITS

- ventilation du chiffre d'affaires par catégories d'activités

Secteur lucratif : il comprend l'activité suivante :

- Financiers 222.869 €

Secteur non lucratif : il comprend les activités suivantes :

- Adhésions 376.254 €

- Ventes promotionnelles 20.834 €

Traitement comptable des adhésions

Il existe un décalage entre l'activité de la Fédération qui coïncide avec l'année scolaire, allant du 1^{er} septembre au 31 août, et l'exercice comptable qui coïncide avec l'année civile. Du fait de ce décalage, apparu lors du changement de date de clôture le 31 décembre 2004, il a été nécessaire de mettre en place une méthode de comptabilisation des adhésions dont le principe est le suivant :

Les adhésions, au titre de l'année scolaire en cours, déclarées à la Fédération avant le 31 décembre sont réparties dans le compte de résultat à hauteur :

- De 4/12^{es} au titre de l'exercice comptable clôturé le 31 décembre ;

- De 8/12^{es} au titre de l'exercice comptable suivant (comptabilisés en « Produits constatés d'avance » cf. II section I) ;

- Les adhésions déclarées à la Fédération après le 31 décembre sont constatées à 100 % dans le résultat de l'exercice comptable suivant.

Ainsi, les produits des adhésions au titre de l'exercice comptable 2024 regroupent-ils :

- 8/12^{es} des adhésions (année scolaire 2023-2024) déclarées à la Fédération avant le 31 décembre 2023 ;

- 100 % des adhésions (année scolaire 2023-2024) déclarées à la Fédération après le 31 décembre 2023 ;

- 4/12^{es} des adhésions (année scolaire 2024-2025) déclarées à la Fédération avant le 31 décembre 2024.

Le rattachement des adhésions à l'exercice comptable clôturé ou à l'exercice comptable suivant est donc dépendant des dates de déclaration des adhésions.

Subventions reçues :

- Ministère de l'Education nationale 225.000 €

- Subvention FDVA 24.000 €

- Aides à l'apprentissage 0 €

Résultat exceptionnel :

Il s'élève à 22.238 € et représente essentiellement des charges et produits sur exercices antérieurs et exceptionnels.

B / CHARGES

Le règlement ANC n° 2014-03, article 833-14-4, indique :

Il est précisé que le montant des honoraires des commissaires aux comptes, dont la mission est de les certifier figurent pour les montants suivants :

- Madame MANSARD-COLLIN Geneviève pour 9.600 €.

- Le cabinet METYS ACE pour 9.600 €.

II - ÉLÉMENTS RELATIFS AU BILAN ET AU COMPTE DE RÉSULTAT

A - FONDS PROPRES

Ils sont composés des fonds propres statutaires et complémentaires sans droit de reprise, des autres réserves composées de l'écart de réévaluation (après reclassement sur l'exercice 2021), du report à nouveau et résultat de l'exercice à approuver. Leur évolution est présentée dans le tableau suivant :

Variation des fonds propres	A l'ouverture de l'exercice	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution ou consom.	A la clôture de l'exercice
FONDS PROPRES SANS DROIT DE REPRISE	256 291				256 291
RÉSERVES	92 907				92 907
AUTRES RÉSERVES	1 385 375				1 385 375
REPORT À NOUVEAU	4 445 008	- 395 927			4 049 081
EXCÉDENT OU DÉFICIT DE L'EXERCICE	- 395 927	395 927		- 86 027	- 86 027
TOTAL	5 783 654	0	0	- 86 027	5 697 627

Les fonds propres ne sont assortis d'aucun droit de reprise.

B - IMMOBILISATIONS

CADRE A	Valeur début exercice	Acquisitions, créations, apports
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES Autres postes immo. Immobilisations en cours	99 494	
TOTAL I	99 494	0
IMMOBILISATIONS CORPORELLES Terrain construit Constructions sur sol propre Autres instal. générales Autres mat. transp. Autres mat. bureau + mobilier Autres immobilisations Immobilisations en cours	1 123 662 1 685 495 394 313 0 157 381 52 269 0	7 482
TOTAL II	3 413 120	7 482
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES Autres titres immobilisés Prêts et autres immo. financ. Autres immobilisations financières	0 8 000 0	
TOTAL III	8 000	0
TOTAL GENERAL (I+II+III)	3 520 615	7 482

CADRE B	DIMINUTIONS		VALEUR BRUTE FIN EXERCICE
	VIREMENTS	SORTIES (1)	
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES Autres postes Immobilisations en cours			99 494
TOTAL I	0	0	99 494
IMMOBILISATIONS CORPORELLES Terrain construit Constructions sur sol propre Autres installations générales Autres mat. transp. Autres mat. bureau + mobilier Autres immobilisations Immobilisations en cours			1 123 662 1 685 495 394 313 0 40 288 0 0
		124 575 52 269	
TOTAL II	0	176 844	3 243 758
IMMOBILISATIONS FINANCIERES Autres titres Prêts et autres immo. Autres immobilisations financières			0 0 0
		8 000	
TOTAL III	0	8 000	0
TOTAL GENERAL (I+II+III)	0	184 844	3 343 252

(1) mises au rebut ou cession

C - AMORTISSEMENTS

CADRE A				
Immo. amortissables	AMORT. DÉBUT EXER.	AUGMENTATIONS	DIMINUTIONS	AMORT. FIN EXER.
Frais de développement Autres immo. incorp.	97 613	710		98 323
TOTAL I	97 613	710	0	98 323
Terrains Const. sol propre Instal. générales Matériel de transport Mat. bureau + mobilier Autres immobilisations	148 269 39 572	56 331 20 168		204 600 59 740
	141 474 52 269	4 281	124 576 52 269	21 179 0
TOTAL II	381 585	80 780	176 845	285 520
TOTAL GENERAL	479 198	81 490	176 845	383 843

D - PROVISIONS ET DÉPRÉCIATIONS INSCRITES AU BILAN

NATURE	Montant en début d'exercice -1-	Augmentation dotations exercice -2-	Diminution Reprises exercice -3-	Montant à la fin de l'exercice -4-
PROVISIONS RISQUES ET CHARGES				
Prov. pens. et oblig. sim.	64 899		17 495	47 404
Prov. pour risques et charges		52 452		52 452
TOTAL I	64 899	52 452	17 495	99 856
DEPRECIATION				
Sur immo. financ. et assimilées				
Sur stocks	0		0	0
Sur cptes clients	81 692	72 088	81 692	72 088
Autres créances	4 180	0	4 180	0
Sur valeurs mobilières de plac.	11 062	1 072	11 062	1 072
TOTAL II	96 934	73 160	96 934	73 160
TOTAL GENERAL	161 833	125 612	114 429	173 016
Dont dot. - exploitation et rep. - financier - exceptionnel	150 771 11 062	124 540 1 072	103 367 11 062	171 944 1 072

E - ÉTAT DES ÉCHÉANCES DES CRÉANCES ET DES DETTES À LA CLÔTURE DE L'EXERCICE

CADRE A	Montant brut	A 1 an au +	A + d'un an
DE L'ACTIF IMMOBILISÉ			
Créances rattachées à des participations			
Prêts (1) (2)			
Autres immobilisations financières			
DE L'ACTIF CIRCULANT			
Clients douteux ou litigieux			
Autres créances clients	99 692	99 692	
Produits à recevoir			
Personnel et comptes rattachés			
Sécurité sociale et org. sociaux	6 084	6 084	
Impôts sur les bénéfices			
Taxe sur la valeur ajoutée			
Autres impôts et versements assimilés			
Divers			
Débiteurs divers	10 344	10 344	
Charges constatées d'avance	40 726	40 726	
TOTAUX	156 845	156 845	0
(1) Montant : Prêts accordés en cours exercice Remboursements obtenus en cours exercice			
(2) Prêts et avances consentis aux associés			

CADRE B	Montant brut	A 1 an au +	A 1 an - 5 ans	A + de 5 ans
Emprunts obligat. (1)				
Autres emprunts oblig. (1)				
Emprunts Ets de crédit	25 488	25 488		
Crédit + de 2 ans	258 578	172 041	86 538	
Emprunts dettes fin. (1-2)				
Fourn. et cptes rattachés	150 347	150 347		
Pers. et cptes rattachés	18 052	18 052		
Sécurité sociale et org. sociaux	40 109	40 109		
Impôts sur les bénéfices				
Taxe sur la valeur ajoutée				
Autres impôts, taxes verst	6 098	6 098		
Dettes/immo. et comptes rattach.				
Autres dettes	2 124	2 124		
Produits constatés d'avance	196 998	196 998		
TOTAUX	697 795	611 258	86 538	
Emprunts souscrits en cours d'exercice				
Emprunts remboursés en cours d'exercice		172 427		

F - AUTRES CRÉANCES

. Autres créances au bilan	16 428
Sécurité Sociale et org. sociaux	6 084
Fournisseurs débiteurs	3 700
Remboursement primes assurances	6 644

G - CHARGES CONSTATÉES D'AVANCE

. Divers postes	40 726
-----------------	--------

H - DETTES

. Total des dettes	214 607
Balance fournisseurs	98 289
Chargés des missions	4 839
Fournisseurs factures non parvenues	47 219
Total	150 347
. Dettes fiscales et sociales	64 260
. Autres dettes	2 124

I - PRODUITS CONSTATÉS D'AVANCE

. Cotisations - adhésions 2024	196 998
--------------------------------	---------

TOTAL	413 729
--------------	----------------